

Domaine de la Planification et de la Programmation  
Service de la Réglementation Urbaine



Cugnaux

# Plan Local d'Urbanisme

Approuvé par DCC le 28 juin 2012

→ 1<sup>ère</sup> modification approuvée par DCC du 27 juin 2013

→ 1<sup>ère</sup> mise à jour par arrêté du président de Toulouse Métropole le 04 février 2014

→ 2<sup>ème</sup> modification du PLU approuvée par Délibération du Conseil de la Métropole du 25 juin 2015

## **1<sup>ère</sup> Modification simplifiée du PLU Approuvée par Délibération du Conseil de la Métropole du 23/02/2017**

### **1 - Rapport de présentation**

#### **- Notice explicative**



**Toulouse Métropole**  
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821  
31505 Toulouse Cedex 5  
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01  
[www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)



# SOMMAIRE

<b>1 - OBJECTIFS DE LA MODIFICATION DU PLU ET PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE .....</b>	<b>5</b>
1.1 - Rappel de l'évolution du document d'urbanisme .....	6
1.2 - Procédure et planning de la modification simplifiée du PLU .....	6
1.2.1. Mise à disposition du dossier au public .....	6
1.2.2. Notification du dossier aux personnes publiques associées .....	6
1.2.3. Planning de la procédure .....	7
1.3 - Les objectifs de la 1 <sup>ère</sup> modification simplifiée du PLU .....	7
<b>2 - MODIFICATIONS/OBJECTIFS ET DISPOSITIONS RETENUES .....</b>	<b>9</b>
<b>3 - LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUR LA ZONE NATURA 2000.....</b>	<b>19</b>
3.1 - Les incidences de la modification sur l'environnement .....	20
3.1.1. Incidences et mesures sur le milieu naturel.....	20
3.1.2. Incidences et mesures sur le milieu agricole.....	21
3.1.3. Incidences et mesures sur le paysage .....	22
3.1.4. Incidences et mesures sur les risques naturels et technologiques .....	22
3.1.5. Incidences et mesures sur les nuisances sonores .....	22
3.2 - Les incidences de la modification sur la zone Natura 2000 .....	23
<b>4 - LISTE DES DOCUMENTS MODIFIÉS.....</b>	<b>25</b>



## **1 - OBJECTIFS DE LA MODIFICATION DU PLU ET PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE**

## 1.1 - Rappel de l'évolution du document d'urbanisme

L'élaboration du premier document d'urbanisme de la commune dénommé POS a été approuvée le 20 janvier 1989 et a été modifiée 3 fois :

Le PLU approuvé par DCC le 28 juin 2012 a fait l'objet d'une :

- **1<sup>ère</sup> modification** approuvée par DCC du 27 juin 2013
- **1<sup>ère</sup> mise à jour** par arrêté du président de Toulouse Métropole le 04 février 2014
- **2<sup>ème</sup> modification** du PLU approuvée par Délibération du Conseil de la Métropole du 25/06/2015

Le PLU est amené aujourd'hui à évoluer afin de répondre à une nécessité liée à l'application de droit du sol dans le cadre des autorisations d'urbanisme.

C'est dans cet objectif que s'inscrit cette première modification simplifiée du PLU.

## 1.2 - Procédure et planning de la modification simplifiée du PLU

### 1.2.1. MISE À DISPOSITION DU DOSSIER AU PUBLIC

Les modalités de mise à disposition du dossier de la modification simplifiée au public ont été définies dans la délibération du Conseil de la Métropole en date du 06 octobre 2016.

Cette mise à disposition au public se déroulera du 21 novembre au 20 décembre 2016 inclus, conformément à l'arrêté en date du 27 octobre 2016.

À la suite de cette mise à disposition du dossier au public, le Conseil Métropolitain tirera le bilan de la mise à disposition et approuvera la modification simplifiée par délibération à la date prévisionnelle de février 2017.

### 1.2.2. NOTIFICATION DU DOSSIER AUX PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de dossier de modification simplifiée du PLU a été notifié avant le début de la mise à disposition aux personnes publiques suivantes pour information :

Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, et la Direction Départementale des Territoires,  
Madame la Présidente du Conseil Régional Occitanie,  
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président du SMEAT,  
Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse,  
Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président de la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne,  
Monsieur le Président du S.M.T.C.,  
Madame la Présidente du Groupement Départemental HLM,  
Monsieur le Maire de Villeneuve-Tolosane

### 1.2.3. PLANNING DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU

Élaboration du projet de modification simplifiée du PLU

Notification du dossier PLU aux personnes publiques associées pour avis

**Délibération fixant les modalités de mise à disposition 06 octobre 2016**

**Arrêté du 27 octobre 2016**



Mesures de publicité : affichage + insertion d'avis dans 1 journal régional ou local

**8 jours avant, insertion dans un journal régional ou local**

**Mise à disposition du public  
Du 21 novembre au 20 décembre 2016**

♦ Modification du projet et réunions éventuelles

**Délibérations**



**Avis du Conseil Municipal du : 30 janvier 2017  
Approbation en Conseil de la Métropole du : 23 février 2017**

Mesures de publicité : affichage en Mairie et à Toulouse Métropole + mention dans 1 journal départemental + publication au recueil des actes administratifs.

### 1.3 - Les objectifs de la 1<sup>ère</sup> modification simplifiée

Conformément à l'**article L153-45 du Code de l'Urbanisme**, Toulouse Métropole procède, à la demande et en collaboration avec la commune de Cugnaux à une modification simplifiée du PLU afin de faire évoluer certaines règles portées au document graphique et (ou) écrit.

#### Rappel

La procédure de modification simplifiée est prévue dans les cas suivants :

- Rectifier une erreur matérielle ;
- Augmenter, dans la limite de 20 %, le coefficient d'emprise au sol, le coefficient d'occupation des sols ou la hauteur maximale des constructions, ainsi que les plafonds dans lesquels peut être autorisée l'extension limitée des constructions existantes ;
- Diminuer les obligations de recul des constructions par rapport aux limites de leur terrain d'assiette ou par rapport aux autres constructions situées sur le même terrain ;
- Supprimer des règles qui auraient pour objet ou pour effet d'interdire l'installation de systèmes domestiques solaires thermiques ou photovoltaïques ou de tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable, l'utilisation en façade du bois ou de tout autre matériau renouvelable permettant d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou la pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales ;
- Supprimer un ou plusieurs emplacements réservés ou réduire leur emprise.

Compte tenu du point d'objet détaillé dans la présente notice, la procédure de modification simplifiée est adaptée.





## **2 - MODIFICATIONS/OBJECTIFS ET DISPOSITIONS RETENUES**

N°	Type de modification	Éléments concernés
<b>Point 1 : Adaptation du règlement UEa du secteur de Francazal</b>		
<b>1</b>	Permettre dans le seul secteur concédé de l'aérodrome de Francazal, que les constructions nouvelles à destination d'activités puissent le cas échéant ne pas être des extensions des constructions existantes, c'est à dire ne pas être en liaison physique avec les constructions existantes.	Zone UE : - Règlement graphique - Règlement écrit
<b>Point 2 : Modification du zonage de terrains communaux situés Boulevard Léo Lagrange</b>		
<b>2</b>	Intégration des terrains communaux en zone UA	Zone UA : - Règlement graphique
<b>Point 3 : Modification article 13 de la zone UC</b>		
<b>3</b>	Les adaptations réglementaires en matière, d'espaces libres et espaces verts à créer, prévues pour les activités soient également applicables aux projets d'équipements publics ou d'intérêt collectif.	Zone UC : - Règlement écrit
<b>Point 4 : Corrections d'erreurs matérielles</b>		
<b>Point 4.1 : modification du zonage de la zone UF en UA (salle Camus)</b>		
<b>4.1</b>	Rectification d'une erreur matérielle dans la délimitation entre la zone UA et UF	Zone UA : - Règlement graphique
<b>Point 4.2 : modification du règlement écrit de la zone UD</b>		
<b>4.2</b>	Modification de la règle de recul par rapport à l'emplacement réservé n°2	Zone UD : - Règlement écrit
<b>Point 4.3 : modification du repérage du bâti de caractère</b>		
<b>4.3</b>	Rectification d'une erreur matérielle dans le repérage du bâti de caractère	Zone UE : - Règlement graphique

**Justification :**

À la suite de sa décision de fermer l'aérodrome militaire de Francazal en 2010, l'État a engagé, en concertation avec les collectivités locales, une réflexion sur le devenir de l'ensemble de la zone. Cette réflexion a permis de décider le maintien de l'aérodrome d'une part et l'approfondissement des études pour un renouvellement urbain de la partie sud du site orienté principalement vers des activités économiques.

S'agissant de la partie du site affectée à l'aérodrome, elle représente une superficie d'environ 110 ha, occupés par les pistes, le tarmac et les 7 hangars existants. Ce secteur a fait l'objet d'une concession par l'État à la société SETFA, pour une durée de 45 ans. La SETFA, concessionnaire de cette partie de Francazal loue aujourd'hui à diverses entreprises en lien avec l'aéronautique et la filière robotique-drones. Les installations existantes permettent d'ores et déjà d'accueillir plus de deux cents emplois.

Parallèlement, Toulouse Métropole pilote une étude de faisabilité pour préciser les conditions d'une reconversion économique du secteur sud de l'ancienne BA101 qui reste à ce jour une propriété pleine et non concédée de l'État.

Il convient donc d'opérer une distinction entre l'emprise faisant l'objet de la concession à SETFA et celle demeurant à l'État et qui doit être réouverte.

En effet, ces deux secteurs obéissent d'ores et déjà à des temporalités et des enjeux différents :

- le périmètre concédé sur lequel se développent et doivent pouvoir continuer à se développer les activités, notamment liées à la proximité de la piste,
- le périmètre hors concession aujourd'hui « gelé », pour lequel il conviendra de prendre en compte les conclusions de l'étude de faisabilité.

Or, actuellement, le règlement PLU est indifférencié pour ces deux zones et prévoit l'extension des constructions existantes pour les activités liées à l'aéronautique. Mais, la seule possibilité d'extension des constructions existantes dans un périmètre concédé dont le bâti est très particulier (hangars militaires aéronautiques datant des années 30) peut compromettre le développement des projets pourvoyeurs de développement et d'emplois.

L'objet de la modification est donc de permettre dans le seul secteur concédé et au regard des contraintes d'implantation des constructions posées par les conditions de fonctionnement et de sécurité de la piste, que les constructions nouvelles à destination d'activités puissent le cas échéant ne pas être des extensions des constructions existantes, c'est à dire ne pas être en liaison physique avec les constructions existantes..

A ce jour le secteur pour lequel seraient autorisées outre l'extension des constructions, également les constructions nouvelles représente environ 11 ha. Rapportés aux 130.42 ha de la zone AUEa, cela représente, en termes de rapport de superficie 8,4% du total de la zone AUEa. Il s'agit là de la superficie foncière, faisant donc abstraction des constructions existantes, qui pour autant représentent une emprise déjà bâtie importante.

**Dispositions proposées et documents à modifier :**

Il est proposé de repérer au document graphique le secteur où les constructions nouvelles peuvent être autorisées. Une trame spécifique sera utilisée. Au niveau du document écrit, il spécifiera l'autorisation de constructions nouvelles pour des activités économiques en lien avec l'aéronautique ou la filière robotique-drones.

❑ Le règlement écrit

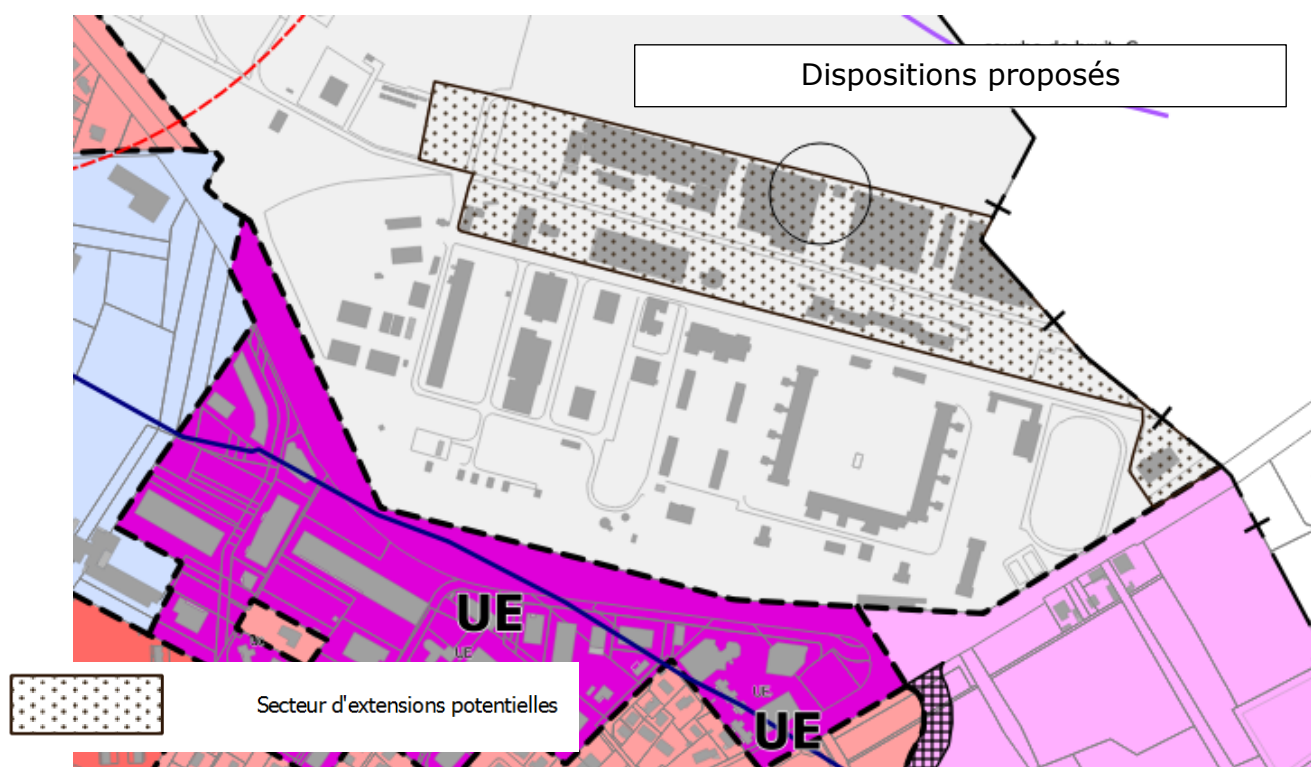
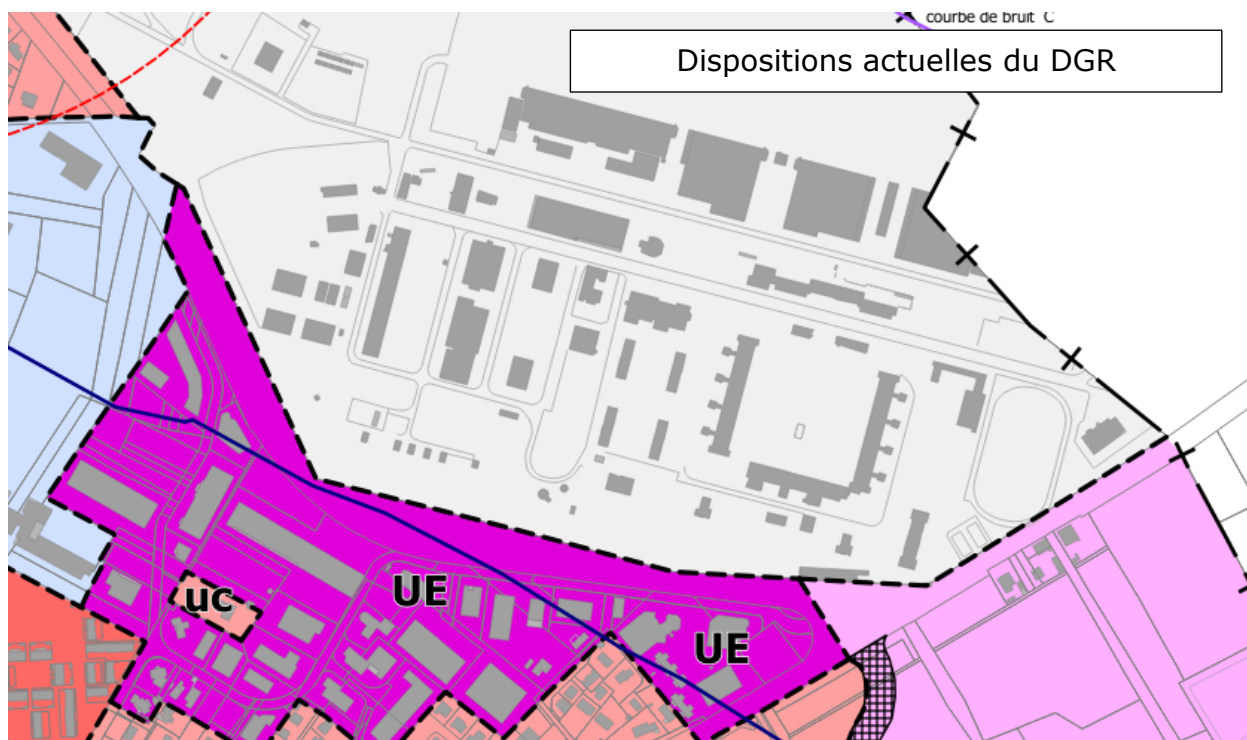
**« ARTICLE UE 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES**

...

**6 -** Dans le secteur UEa seules sont autorisées les extensions de constructions existantes à la date d'approbation du présent règlement, pour les activités liées à l'aéronautique.

De plus dans le périmètre identifié par une trame portée au document graphique du règlement, des constructions nouvelles peuvent être autorisées dès lors qu'elles sont liées à l'accueil ou au développement d'activités économiques en lien avec l'aéronautique ou la filière robotique-drones. »

❑ Le règlement graphique





## Point 2 : modification du zonage de terrains communaux situés Boulevard Léo Lagrange

### Justification :

Dans une logique de confortement et d'extension de son centre-ville, la commune a engagé un processus de redéfinition du périmètre de ses équipements. L'enjeu est à la fois urbain et fonctionnel. Au plan urbain, il s'agit de regrouper dans une même entité géographique les grands équipements sportifs de la commune (en particulier les terrains de grands jeux) et d'éviter la présence de ces équipements au milieu du tissu résidentiel. En termes fonctionnels, il s'agit de rationaliser la gestion et l'utilisation de ces équipements, par leur regroupement sur un même plateau.

En rationalisant l'offre d'équipements sportifs, notamment au sein de la plaine des sports située à l'arrière du collège Montesquieu, du côté Est du boulevard Léo Lagrange, les terrains communaux à l'ouest du même boulevard seront libérés et permettront d'accueillir de nouveaux logements. L'emprise ainsi libérée, qui représente une superficie d'environ 18 800 m<sup>2</sup>, permettra d'accueillir entre 200 et 220 logements. Alors même que les terrains contigus, occupés par une piscine municipale aujourd'hui désaffectée, sont déjà classés en zone UA et peuvent voir s'y développer environ 90 logements, il s'agit d'envisager le secteur dans sa globalité pour y développer un projet cohérent représentant un potentiel estimé à 300 logements. Dans cet ensemble, et conformément aux règles du PLU, les logements locatifs sociaux représenteront 30 % du nombre total de logements.



Ces terrains sont aujourd'hui enserrés dans une zone d'habitat dont le boulevard Léo Lagrange constitue du point de vue du tissu urbain, la limite Est.

L'objet de la modification consiste donc à ce que le secteur des terrains de sport passe d'une zone réservée aux équipements public à la zone UA.

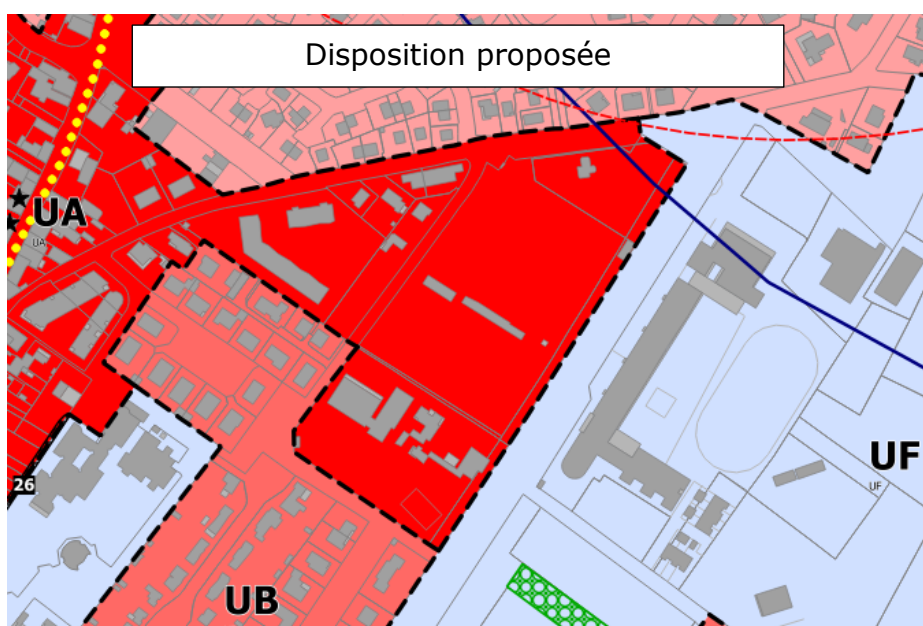
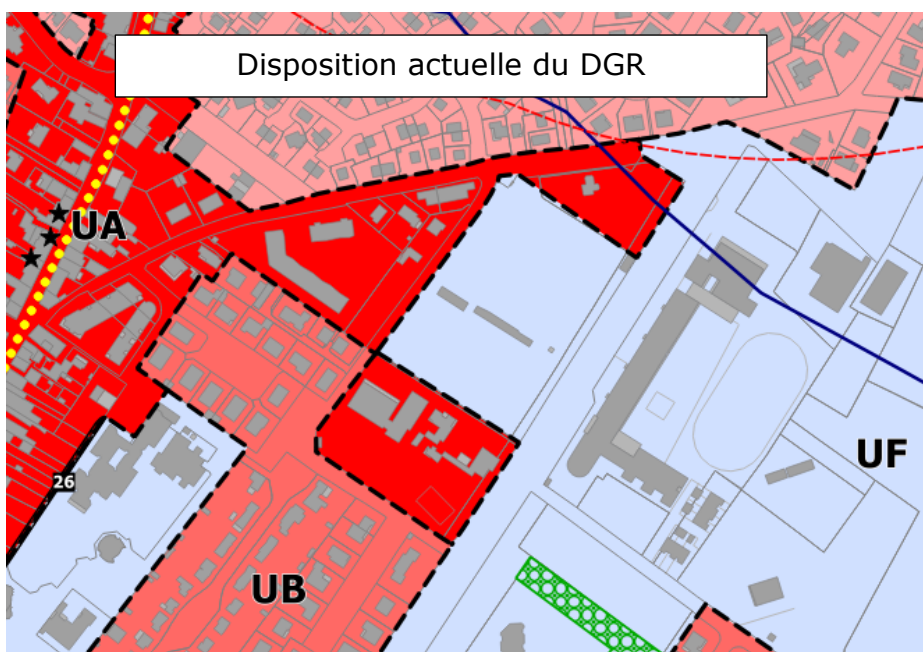
À titre secondaire, au regard de l'évaluation du règlement écrit en vigueur dans la zone UA, il est proposé d'affiner la règle de la hauteur des constructions en fonction de leur destination. La zone UA régit les occupations et utilisations du sol dans le centre-ville, et en particulier le long des axes de structuration historique de la commune que sont la RD 23 (avenue de Toulouse et rue de la vieille église) et la RD 24 (rue du pré vicinal et avenue de Franczal). Dans ces secteurs, le PLU entend conforter le maintien et la réalisation de locaux commerciaux et d'activités en rez-de-chaussée des constructions. Or, ce type de locaux nécessite une hauteur sous-plafond plus importante que celle communément requise pour les logements.

Dès lors, dans la pratique, il apparaît difficile de doter les rez-de-chaussée de la hauteur standard pour les commerces et activités tout en respectant le plafond de hauteur de la zone UA fixé à 12 mètres sur sablière. De sorte qu'en zone UA la réalisation de bâtiments neufs dont le rez-de-chaussée est destiné au commerce et service s'en trouve compromise, alors même que le projet d'aménagement et de développement durable est celui d'un centre-ville fort, élargi et doté d'équipements, de services et de commerces mieux adaptés.

Il est donc proposé que, dès lors que le rez-de chaussée des bâtiments est destiné à du commerce, de l'activité de service ou de l'équipement d'intérêt collectif ou des services publics, la hauteur maximale de la construction soit portée à 13m50 sur sablière ou sous acrotère. Ce dépassement de hauteur ne pourra être accordé qu'à la condition que le rez-de-chaussée de la construction projetée soit, à titre principal, dévolu à une autre destination que le logement ou ses annexes.

### Disposition proposée et document à modifier :

- ☐ Le règlement graphique



**Justification :**

La zone UC du PLU est une zone à caractère résidentiel, avec des lotissements et habitations individuelles. Pour autant, les constructions à usage d'activités et d'équipements publics ou d'intérêt collectif n'y sont pas interdites. Il s'agit en effet de ne pas rendre impossible les projets destinés à des constructions d'accompagnement de la fonction résidentielle, tels que les petites activités artisanales non nuisantes, ou les commerces. Or, si des dispositions adaptées à ce type de construction existent dans le règlement de cette zone, les équipements publics ou d'intérêt collectif, tout aussi importants pour l'accompagnement des zones résidentielles, ne sont pas visées par ces nécessaires adaptations réglementaires à la spécificité de ces constructions. Il est donc proposé que les adaptations réglementaires prévues pour les activités soient également applicables aux projets d'équipements publics ou d'intérêt collectif. Plus particulièrement, il est proposé de préciser que les règles spécifiques relatives aux espaces laissés en pleine terre s'appliquent aussi explicitement aux équipements publics et d'intérêt collectif qu'aux activités.

**Disposition proposée et document à modifier :**

☐ Le règlement écrit

**« ARTICLE UC 13 - OBLIGATIONS IMPOSEES EN MATIERE DE REALISATION D'ESPACES LIBRES, D'AIRES DE JEUX, DE LOISIRS, ET DE PLANTATION**

...

**4. Espaces libres et espaces verts à créer**

Sur chaque unité foncière, 20 % au moins de la surface doivent être maintenus en pleine terre et traités en jardin planté et gazonné.

Pour les activités **et les équipements publics ou d'intérêt collectif** 10 % au moins de la surface doivent être maintenus en pleine terre. »

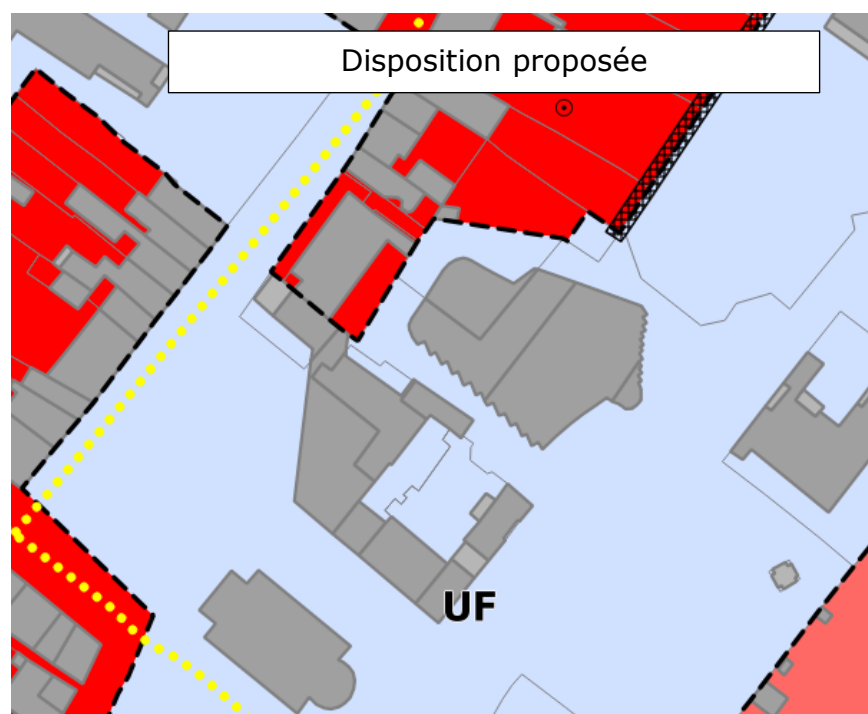
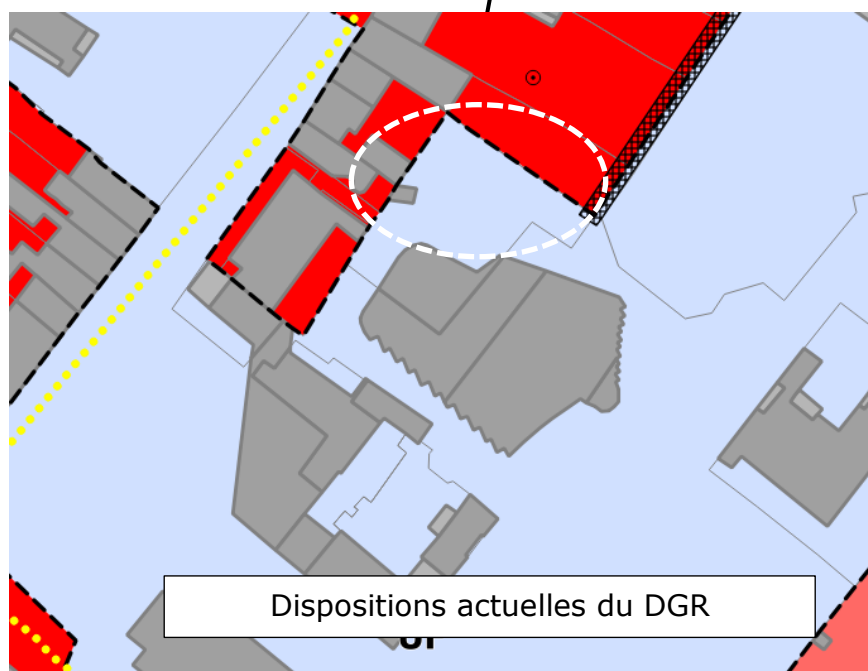
## Point 4 : corrections d'erreurs matérielles

### Point 4.1 : modification du zonage de la zone UF en UA (salle Camus)

#### Justification :

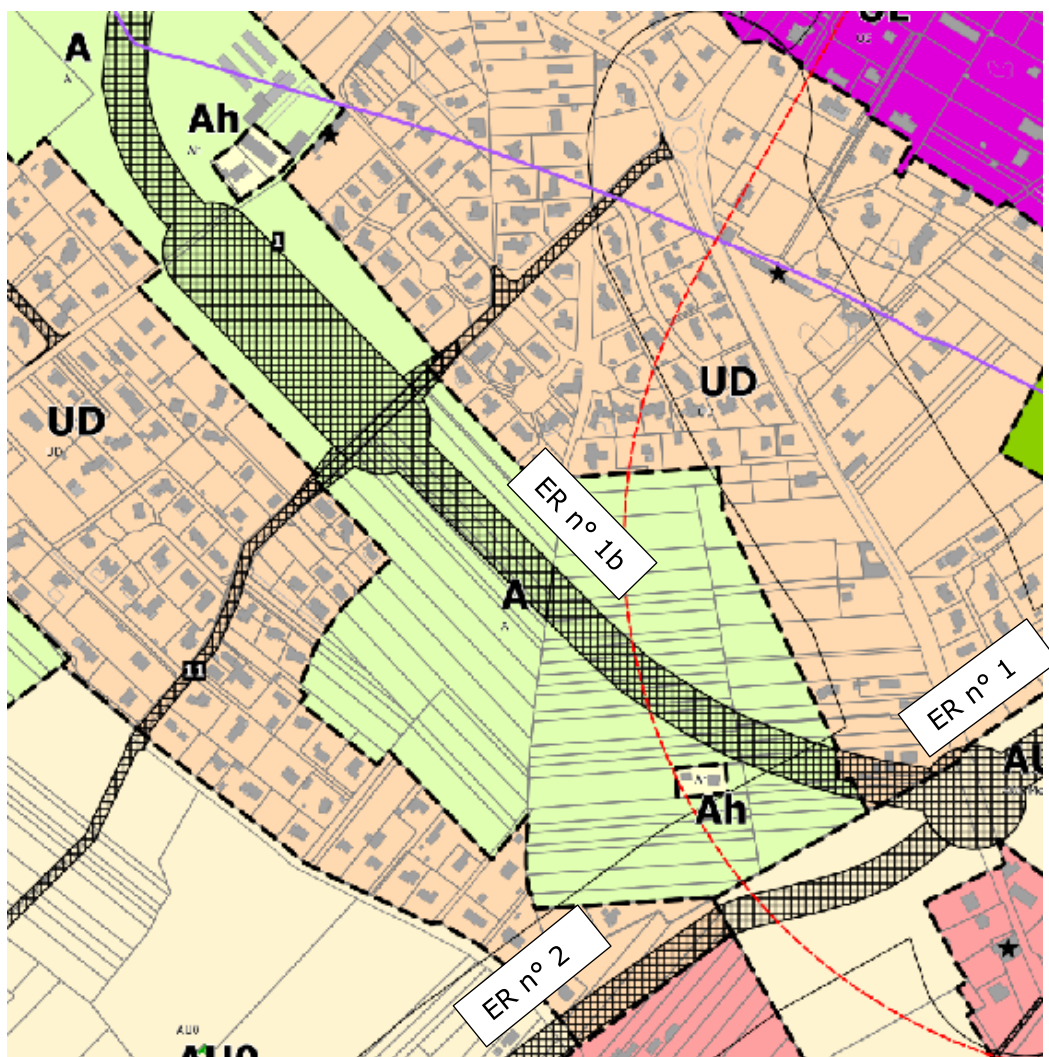
Rectification d'une erreur matérielle dans la délimitation entre la zone UA et UF

#### Disposition proposée et document à modifier :





#### Point 4.2 : modification de la zone UD



#### Justification :

Dans l'article UD 6, le recul des constructions par rapport à l'emprise du canal de Saint-Martory vise les ER n°1 et 1b, mais pas l'ER n°2 qui n'est que la continuation vers le Pé d'Estèbe de l'ER de la voie du canal de Saint-Martory. Il convient donc de lister l'ER n°2 afin que le recul de 10 m. s'applique aux constructions situées en zone UD, comme il s'applique pour ce même ER n°2 aux constructions situées en zone UC

**Disposition proposée et document à modifier :**

#### **ARTICLE UD 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES**

##### **1 – Dispositions générales :**

Toute construction doit être implantée à une distance minimale de :

- . 10 mètres de l'emprise de la voie du canal de Saint-Martory ou des ER n°1, n°1b, **n°2**,
- . 6 mètres de l'emprise de la R.D. 23, RD 63a, RD 24,
- . 4 mètres de la limite d'emprise des autres voies ou emplacements réservés pour voirie. Cette disposition ne s'applique pas aux cheminements piétons ou cycles, non intégrés à une plateforme de voirie,
- . 3 mètres de l'emprise actuelle ou future des cheminements piétons ou cycles, non intégrés à une plateforme de voirie.

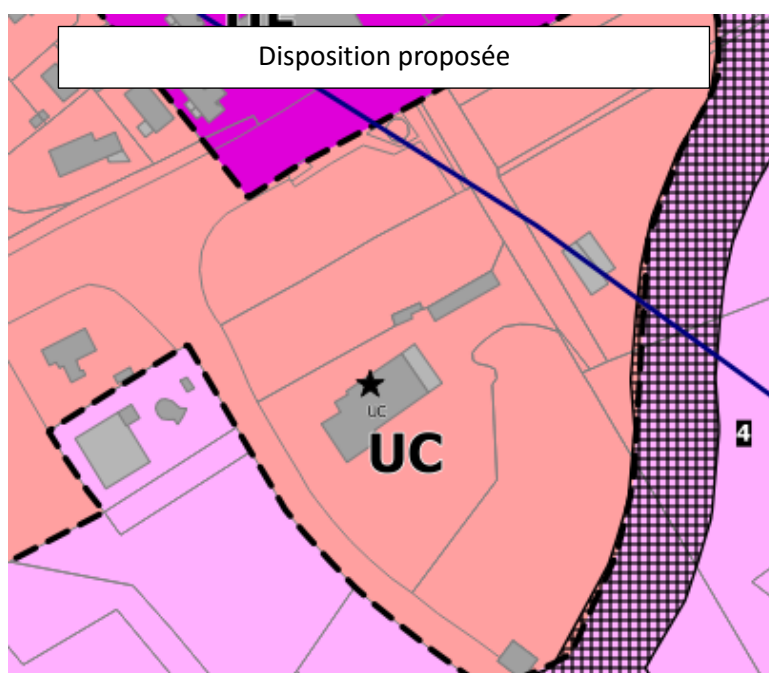
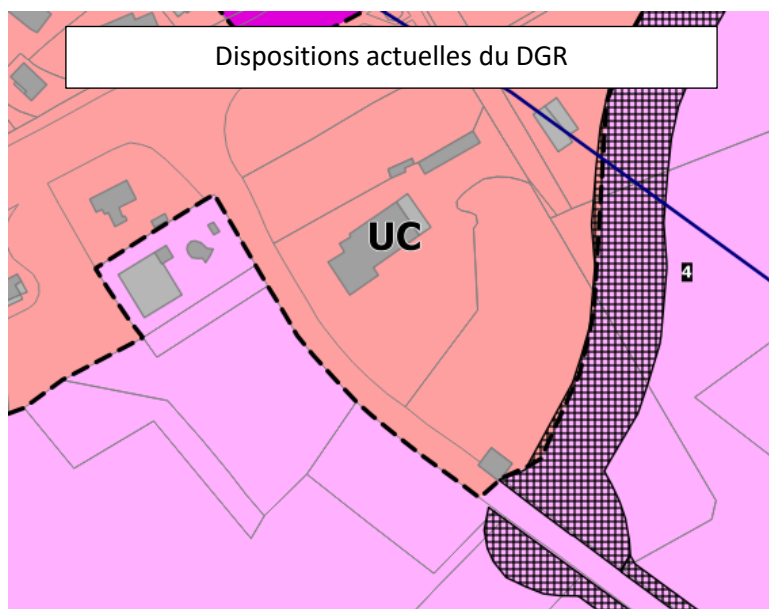
### Point 4.3 : modification du repérage du bâti de caractère

#### Justification :

Rectification d'une erreur matérielle dans le repérage du bâti de caractère sur la parcelle référence cadastrale BC154, au 1 route de Portet qui ne figure pas au document graphique

Bâti de caractère à protéger au titre de l'article <b>L.151-19</b> du Code de l'urbanisme			
Références cadastrales		Adresse	
Section	N°	N°	Voie
BC	154	1	Route de Portet

#### Disposition proposée et document à modifier :

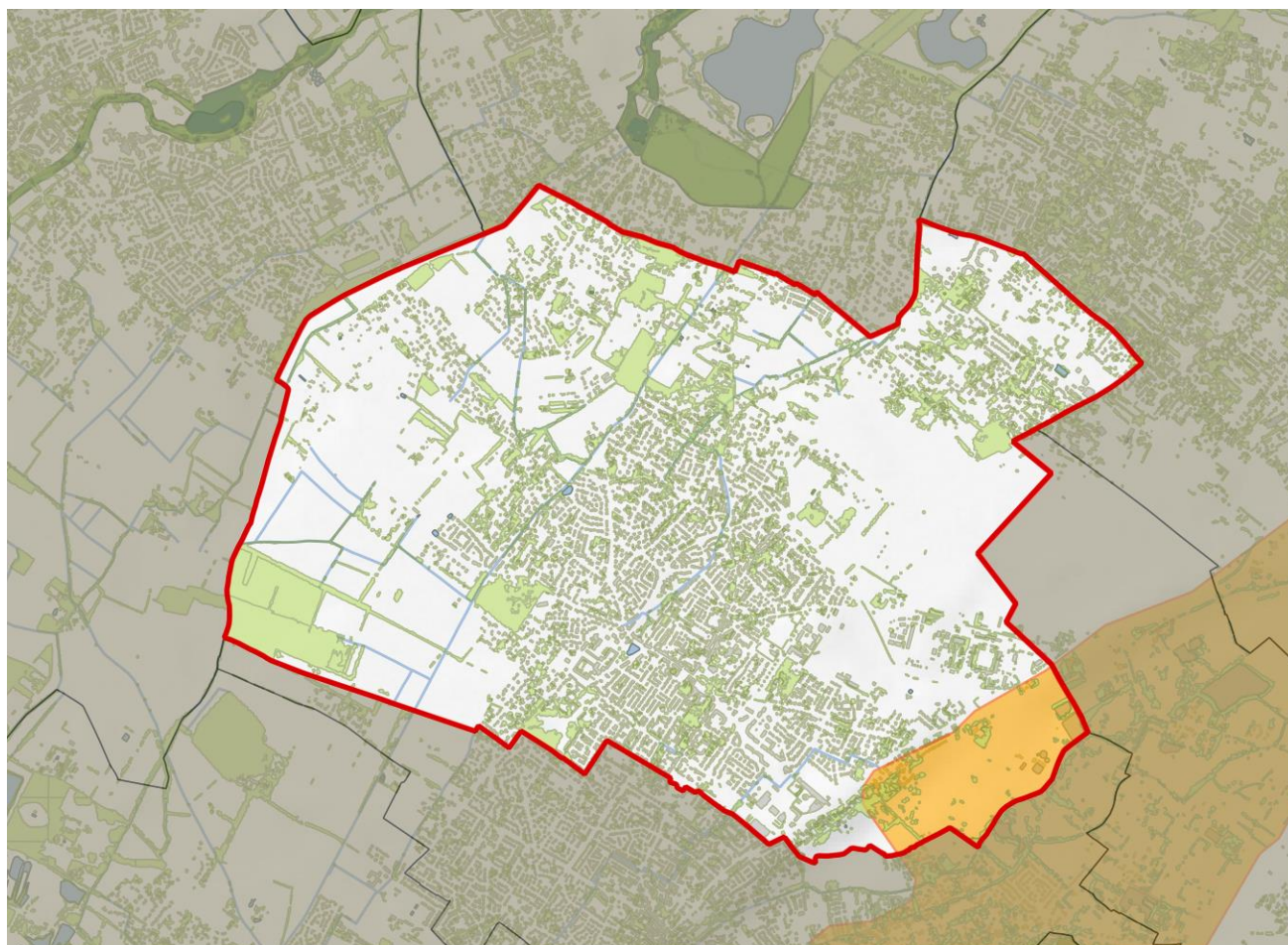


### **3 - LES INCIDENCES DE LA MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUR LA ZONE NATURA 2000**



## 3.1 - Les incidences de la modification sur l'environnement

### 3.1.1. Incidences et mesures sur le milieu naturel



#### **Espaces naturels :**

-  Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
-  Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique
-  Réseau hydrographique
-  Zones de végétation (BD Topo)
-  Limites communales de Cugnaux

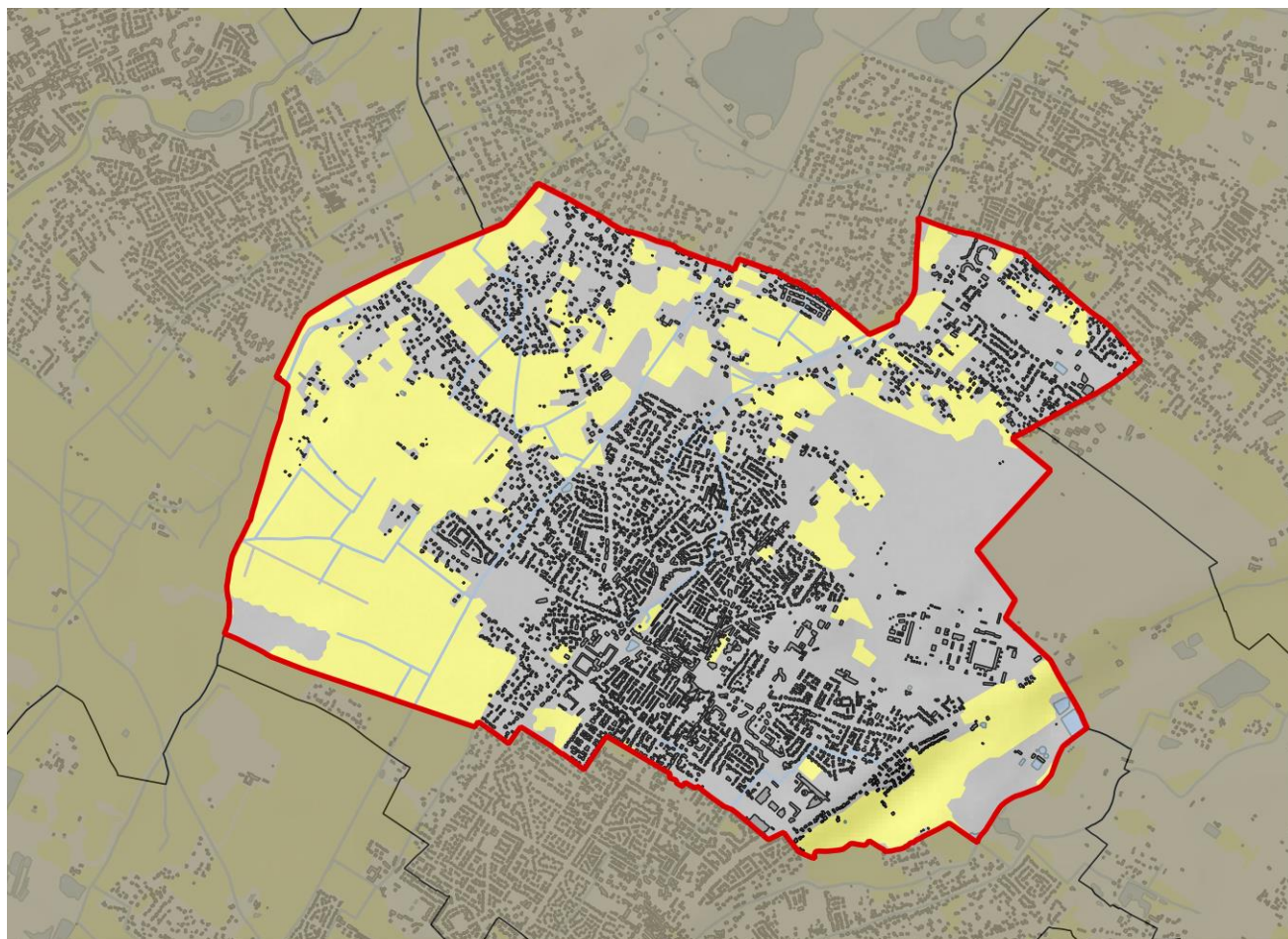
0 0.5 1 km

**aua/T** 

Le projet de modification n'aura pas d'incidences négatives sur les milieux naturels communaux et environnants.

Aucun des points de cette modification ne touche ces milieux.

### 3.1.2. Incidences et mesures sur le milieu agricole



#### **Espaces naturels :**

- Espaces agricoles (SPOT 2007)
- Réseau hydrographique
- Limites communales de Cugnaux

0 0.5 1 km

**aua/T** 

Les espaces agricoles ne seront pas impactés par la présente modification.



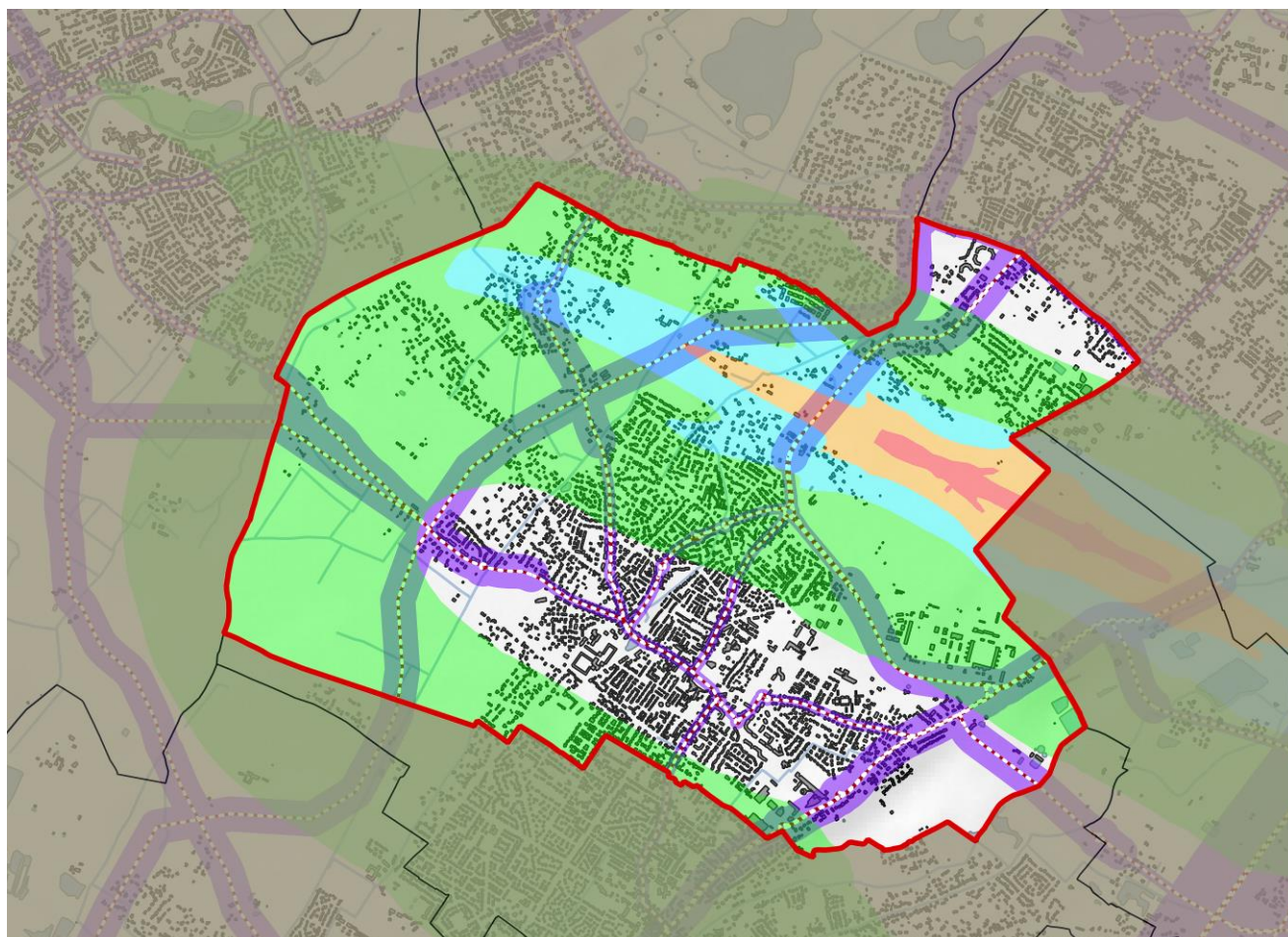
### 3.1.3. Incidences et mesures sur le paysage

L'ensemble des points de modification de la présente procédure n'auront aucun impact sur le paysage communal.

### 3.1.4. Incidences et mesures sur les risques naturels et technologiques

Les différents points de cette modification n'entraîneront pas d'incidences supplémentaires liés aux risques d'ordre naturel ou technologique.

### 3.1.5. Incidences et mesures sur les nuisances sonores



#### **Nuisances :**

##### **PEB de l'aéroport de Franczal**

- Zone A
- Zone B
- Zone C
- Zone D

- Classement des "Voies sonores"
- Empreinte "Voies sonores"

- Réseau hydrographique
- Limites communales de Cugnaux

0 0.5 1 km

**aua/t**

Les différents points de cette modification n'entraîneront pas d'incidences liées aux nuisances sonores.

## 3.2 - Les incidences de la modification sur la zone natura 2000

### ↳ Description

La commune de Cugnaux ne possède pas de site Natura 2000 sur son territoire, néanmoins, plusieurs sites de protection se situent à moins d'un kilomètre de la commune, dans l'agglomération toulousaine.

Il s'agit de : **La Zone de Protection Spéciale -ZPS n°FR 7312014 « Vallée de la Garonne de Muret à Moissac »**, où les espèces concernées sont principalement des échassiers (Blongios nain, Bihoreau gris, Aigrette garzette, ...) et des rapaces (Balbuzard pêcheur, Aigle botté, Milan noir, ...) qui nichent à proximité du fleuve ou qui sont présents en migration.

Cette ZPS est présente :

- sur le complexe de gravières de la commune de Roque, au Sud-Est de Cugnaux,
- sur le complexe de gravières s'étalant sur Fonsorbes, Frouzins et Plaisance du Touch, au Sud-Ouest de la commune,
- le long de la Garonne, au niveau de la confluence entre Ariège et Garonne, à l'Est de la commune.

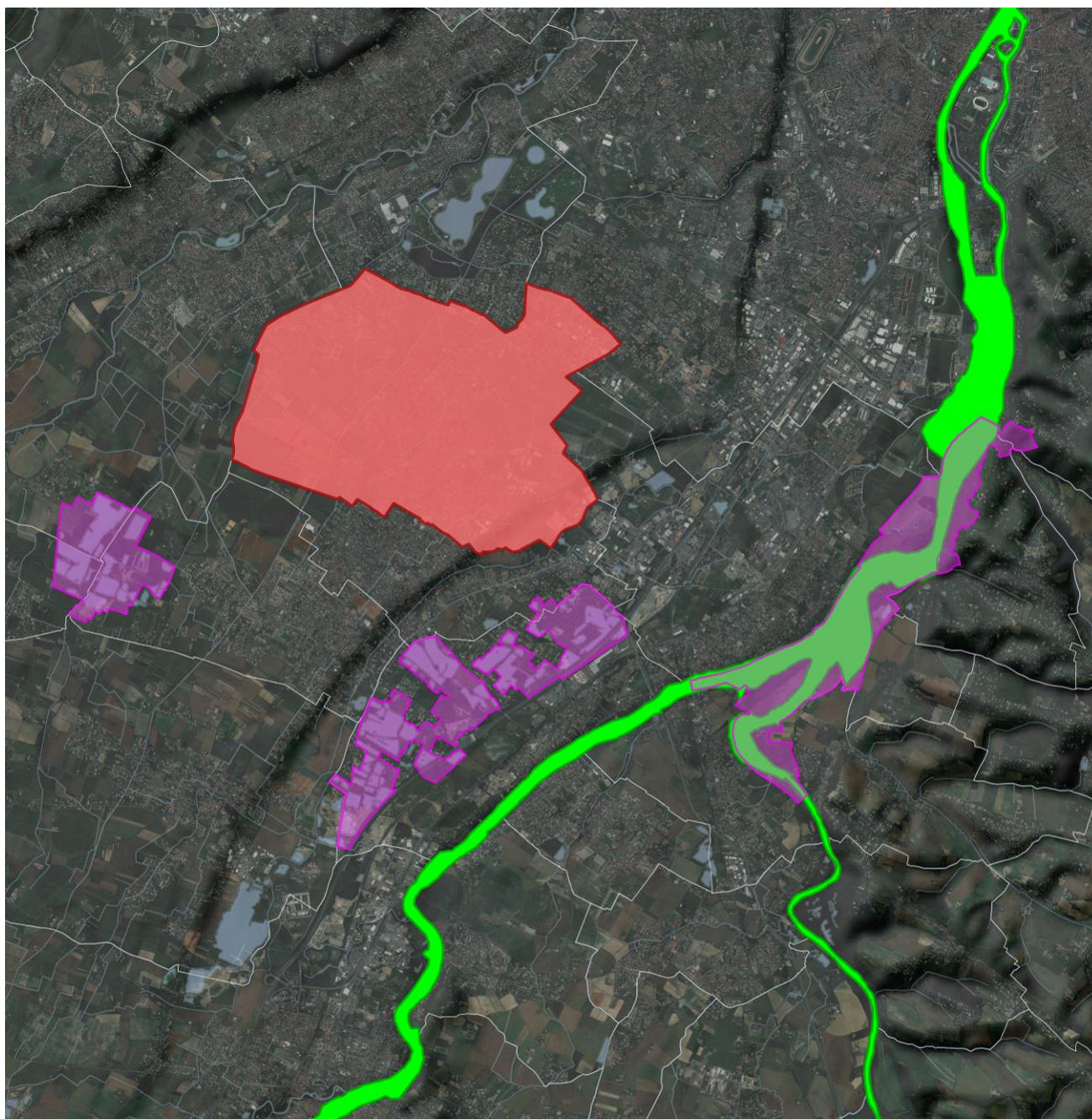
Cugnaux se situe aussi à environ 2.5 kilomètres d'un autre site appartenant au réseau Natura 2000 situé à l'Est de la commune, le long de la Garonne.

Il s'agit de : **La Zone Spéciale de Conservation- ZSC n° FR 7301822 « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste »**, correspondant à l'aire de fréquentation historique du Saumon atlantique. Elle abrite plusieurs habitats naturels et espèces animales et végétales, aquatiques et terrestres, d'intérêt communautaire.





Le périmètre du site correspond au lit mineur et aux berges des rivières Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste. Sur la Garonne, il inclut également des portions de lit majeur, principalement des convexités de méandres.



## ↶ Plan de situation



### Réseau Natura 2000 :

-  ZPS n° FR7312014 "Vallée de la Garonne de Muret à Moissac"
-  ZSC n° FR7301822 "Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste"
-  Réseau hydrographique
-  Commune de Cugnaux

0 1 2 3 km

**aua/T** 

Localisation de la commune de Cugnaux par rapport au Réseau Natura 2000 Source : DREAL / AUAT

## ↶ Incidences

Après analyse des différents points qui constituent ce projet de modification du PLU de Cugnaux, **cette procédure n'aura pas d'incidence négative sur les espaces constituant le réseau Natura 2000 et le fonctionnement des espèces qui y sont identifiées.**



## **4 - LES DOCUMENTS MODIFIÉS**

**Le règlement écrit**

**Le Document Graphique du règlement (DGR)**